

DPE : Halte au feu ! Non à l'obsolescence programmée du parc locatif privé !

Monsieur Jean CASTEX
Premier ministre
Hôtel Matignon
57 rue de Varenne
75007 Paris

Monsieur le Premier ministre,

Nous tenons à vous faire part de notre vive inquiétude concernant la réforme des DPE qui conduit notamment à l'interdiction de louer dès 2023.

L'UNPI s'est mobilisée depuis de nombreux mois pour alerter sur les travers de la réforme du DPE.

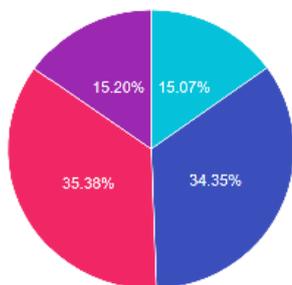
Afin d'accompagner les propriétaires, voici leurs propositions :

- **Révision du calendrier des objectifs de rénovation** assortie d'une étude d'impact précise sur les conséquences des mesures obligatoires et de la réforme du dispositif de mesure (DPE) ;
- **Mise en place d'un plan décennal d'aides à la rénovation** incluant des signaux forts :
 - ◇ Définition d'un cadre fiscal et réglementaire stable et favorable à l'investissement ;
 - ◇ Suppression de la pénalité fiscale des aides et subventions à destination des propriétaires bailleurs ;
 - ◇ Réforme du conventionnement ANAH (Louer abordable) comme un outil puissant d'incitation à la rénovation moyennant des abattements fiscaux acceptables et des loyers modérés ;
 - ◇ Introduction du congé pour rénovation énergétique ;
 - ◇ Instauration d'un pacte de stabilité des impôts fonciers pour les propriétaires réalisant des travaux de rénovation énergétique ;
 - ◇ Compensation par l'Etat des abattements de taxe foncière pour rénovation énergétique pour inciter les collectivités locales à les voter.
- Etude d'impact précises sur les mesures.

Les propriétaires souhaitent rénover leur logement. La confiance des propriétaires est rompue, ils préféreraient vendre ou ne plus louer les logements qu'ils mettaient avant en location. **1 à 1,5 million de logements pourraient sortir du marché de la location.**

Avez-vous prévu un plan de relogement des familles issues de ces logements ?

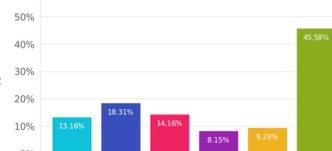
A propos des nouvelles obligations de rénovation énergétique des logements et l'interdiction de mise en location d'un certain nombre de logements classés F et G, vous êtes :



● Très inquiet ● inquiet ● pas inquiet ● pas inquiet du tout

L'UNPI a également interrogé sur l'intention des propriétaires concernés par la rénovation énergétique des logements. Il en est ressorti ce qui suit :

- **11.87%** : mettront en conformité au plus vite
- **17.02%** : mettront en conformité quand les sanctions seront effectives
- **13.26%** : vendront le logement
- **7.44%** : laisseront le logement vide
- **8.77%** : loueront quand même
- **41.63%** : ne sont pas concernés



Enquête réalisée auprès de 2250 personnes

Il découle de ce qu'il précède qu'il est nécessaire de réviser le calendrier des objectifs de rénovation et d'accompagner les propriétaires dans ces projets.

Je signe cette pétition pour que le gouvernement redonne confiance aux propriétaires en leur donnant les moyens de réussir

Nom (facultatif):

Signature :